

NOS SERVICES

Intelligence de l'entreprise

- Diagnostic de mise à niveau
- Etudes de marché
- Observatoire des marchés
- Conseiller de l'entreprise
- Recrutement de qualité
- Formation interne en entreprise

Visibilité de l'entreprise

- Marketing opérationnel
- Gestion et stratégie événementielle
- Rédaction et traduction
- Relations Presse

Accompagnement de l'entreprise

- Gestion de Projet et Aide à la Décision
- Développement des relations d'affaires
- Préparation et suivi des dossiers et mise en contact auprès des autorités
- Préparation et suivi des dossiers (étude de faisabilité, Business Plan) et négociation auprès des banquiers

Environnement de l'entreprise

- Baromètre économique
- Enquêtes sur la consommation
- Etudes industrielles de conjoncture
- Etudes d'impact des politiques sur l'entreprise
- Bilan économique et social

Commentaires de PluriConseil sur le Budget 2008-2009

L'Etat gâteux

C'est sans surprise un budget social qu'a présenté le vice-Premier ministre et ministre des Finances, Rama Sithanen. Sans doute ne pouvait-il pas en faire autrement après les critiques essuyées contre les réformes économiques des deux premiers budgets. Si tout l'art de la politique est de se servir des conjonctures, alors il aura réussi à empreindre sa politique budgétaire d'une très forte dose sociale. Cependant, au plan strictement économique, il n'est pas certain qu'il gagnera le pari de la croissance l'année prochaine.

On a peine à croire que le budget 2008-2009 a été préparé par l'économiste Sithanen. On pourrait penser qu'il serait l'oeuvre de Paul Bérenger. Souvenez-vous : en 2001, l'ancien ministre des Finances présentait un budget tout à la gloire de l'Etat pour relancer l'économie. L'actuel Grand Argentier adopte une approche qui n'est pas si différente : plus de 75% de son discours budgétaire traitent de ce que fera l'Etat. C'est un budget pour le secteur public, pas vraiment pour le secteur privé.

Parmi les priorités budgétaires qu'il avait annoncées avant la présentation du budget, le ministre Sithanen les a presque toutes respectées. Comme attendu, le budget contient de nombreuses mesures pour moderniser les infrastructures, pour attaquer la crise alimentaire, pour surmonter la crise énergétique et pour venir en aide aux groupes vulnérables. Elles sont tout à fait appropriées dans la conjoncture actuelle. Mais quid de la croissance ?

Si le mot croissance revenait comme un leitmotiv dans ses déclarations pré-budgétaires, Rama Sithanen en a parlé très peu dans son discours budgétaire. Pourtant, la conjoncture internationale exige aussi des mesures qui relancent la croissance économique à très court terme, c'est-à-dire sur un an. Une baisse du taux de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) aurait eu un impact immédiat sur la croissance via la consommation des ménages. Qu'à cela ne tienne, même sur le plan de l'investissement privé et de l'exportation, le budget reste très tiède, à part quelques nouvelles mesures d'ouverture.

PluriConseil



THINKING OUT OF THE BOX !

Ce qui manque dans ce budget, ce sont des mesures spécifiques en faveur des grands secteurs d'activité tels le textile, le tourisme, les services financiers et les technologies de l'information et de la communication. Le secteur privé doit rester sur sa faim. Néanmoins, il peut s'estimer heureux de n'avoir pas été pénalisé par le budget.

C'est le secteur public qui sort gagnant du budget. Les fonctionnaires bénéficieront de la totalité de leurs augmentations salariales préconisées par le rapport du Pay Research Bureau (PRB). Toutefois, le seuil imposable du revenu annuel n'a été rehaussé que de Rs 25,000. Ceux qui se trouvent dans la catégorie A seront imposés si leur salaire mensuel revient à plus de Rs 18,500. Or le fonctionnaire qui touchait Rs 16,500 auparavant verra son salaire augmenter à Rs 22,500 et sera donc assujéti à l'impôt sur le revenu. Plus de fonctionnaires tomberont dans le filet fiscal et seront susceptibles de payer la National Residential Property Tax.

Si seulement 75% du coût du PRB étaient payés la première année, l'Etat aurait économisé Rs 1,3 milliard. Il aurait encore économisé Rs 500 millions s'il avait accepté de ramener le déficit budgétaire à 3,5% du produit intérieur brut, au lieu de 3,3%, l'année prochaine. Avec ces Rs 1,8 milliard d'économies, il aurait pu réduire le taux de la TVA à 13,5%. Toute la population aurait joui d'une telle mesure. Mais le gouvernement a voulu privilégier les fonctionnaires.

Certes, les consommateurs bénéficieront de Rs 1,8 milliard, équivalant à 1,5 points de pourcentage de la TVA, à travers la baisse des droits de douane sur divers articles. Mais cette mesure n'a pas le même impact sur l'économie qu'une réduction du taux de la TVA. D'abord, contrairement aux droits de douane, la TVA s'applique aussi sur les services. Ensuite, l'industrie locale sera soumise à une rude compétition de la part des produits étrangers. Puis, comme on favorise les importations, la roupie sera sous forte pression.

L'Etat a choisi de gâter les fonctionnaires, les petits planteurs, les pêcheurs, les petits emprunteurs de la Banque de Développement et les groupes vulnérables. De par ses largesses, le budget 2008-2009 a un parfum électoraliste. Mais ce sont les gens de la classe moyenne, et non les pauvres, qui font gagner les élections.

Eric Ng Ping Cheun
Directeur de *PluriConseil*

(6 juin 2008)